

D'importants allègements fiscaux sont accordés aux contribuables à faible revenu; le taux d'imposition des sociétés sera graduellement réduit, et les diverses industries seront traitées plus également.

L'impôt sur les gains de capital donne plus d'équité au régime fiscal.

Plus de particuliers et de sociétés sont encouragés à épargner ou à investir. Les Canadiens pourront contrôler un peu mieux leur économie.

L'empiétement du secteur public dans le secteur privé sera interrompu.

Notre régime fiscal demeure relativement simple, sans les complexités qu'auraient entraînées les propositions originales du Livre blanc.

Il sera plus facile d'harmoniser les structures fiscales fédérales et provinciales.

Les principales échappatoires fiscales disparaîtront.

Je félicite donc le ministre des Finances, monsieur le président, et j'entends appuyer l'adoption du budget et les nouvelles mesures fiscales.

[Traduction]

**M. J. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** Monsieur l'Orateur, je n'avais pas l'intention de prendre part au débat sur le budget, jusqu'à ce que j'apprenne hier soir que le gouvernement, surtout le ministère des Postes, entreprend un programme d'embauche que je qualifierais d'absolument irresponsable dans les circonstances actuelles. Au moment où le Canada a le taux de chômage le plus élevé de tous les pays industrialisés de l'Ouest, on s'attendrait, si le gouvernement ne se résout pas à modifier sa politique monétaire et fiscale pour atteindre le plein emploi, à ce qu'il applique tout au moins une politique tendant à créer le plus d'emplois possible selon un plan le plus rationnel possible. Toutefois, au ministère des Postes, et plus précisément en ce qui concerne le programme de poste garantie, le gouvernement s'acharne, non à fournir des emplois à plein temps, mais à engager du personnel à temps partiel.

Je voudrais vous donner quelques statistiques à ce sujet, monsieur l'Orateur, et indiquer leur répercussion sur les travailleurs en cause. Je voudrais signaler également que d'ici quelques jours, il y aura peut-être une nouvelle grève postale au Canada, une grève nationale, car les postiers de Halifax à Vancouver poursuivent actuellement des discussions sérieuses sur l'opportunité d'en déclencher une. Quelle est la situation? A Toronto, depuis le début de l'année, le ministère des Postes a recruté 61 employés à plein temps et 187 à temps partiel. Dans cette ville en 1968, il y avait 3,000 travailleurs à plein temps et seulement 800 à temps partiel. En juin 1971, il y a 2,700 employés à plein temps, une diminution de 300, et 1,200 employés à temps partiel, c'est-à-dire une hausse de 400.

Dans les petites villes canadiennes, à Kingston par exemple, la proportion d'employés à temps partiel représente plus de la moitié des travailleurs à plein temps. En somme, au sein du service postal au Canada, on tente de propos délibéré de modifier complètement la propor-

[M. Trudel.]

tion de travailleurs à temps partiel par rapport aux employés à plein temps. Au cours des négociations qui se déroulent à Montréal, on a dit aux représentants syndicaux qu'aucun employé à temps plein ne serait engagé à Montréal, et qu'on projetait d'engager 110 employés à temps partiel. Pourquoi? Le ministre des Postes estime que le nouveau programme de courrier assuré l'exige.

Les camions qui prennent livraison du courrier à des heures désignées arrivent au bureau de poste en nombre inusité, et on prétend que cela exige une concentration d'employés pour quelques heures afin d'acheminer ce courrier. On a donc engagé des employés à temps partiel pour travailler par roulement et pour un nombre d'heures réduit. A Toronto, par exemple, une équipe travaille de 10 h 30 le matin à 3 h 30 l'après-midi. Vient ensuite une pause d'une heure et demie, pour le déjeuner, et une nouvelle équipe entre à 5 heures et accomplit deux, trois ou quatre heures de travail. En d'autres termes, il est possible d'employer une équipe complète d'employés de 10 h 30 le matin jusqu'après 5 heures de l'après-midi, mais le bureau de poste a engagé deux équipes d'employés à temps partiel. On engage des hommes et des femmes pour faire des journées courtes, et non des journées entières.

L'attitude des employés des Postes, c'est qu'ils étaient disposés, comme ils l'ont dit tant de fois, à montrer au gouvernement, aux directeurs des Postes, comment des employés à plein temps pourraient effectuer ce travail. Autrement dit, ils ne réclament pas le maintien d'emplois superflus ni l'embauchage inutile de nombreux travailleurs. Bien au contraire. Ils ne disent pas non plus—et c'est important—que nous n'avons pas besoin d'un bon service postal et que le programme «poste garantie» est mauvais. C'est le contraire. Ils veulent un bon service postal, comme tout le monde au pays, mais ce qu'ils prétendent c'est qu'en introduisant un nouveau système, une nouvelle méthode de travail, surtout au moment où il devrait se préoccuper du plein emploi, le gouvernement doit tenter par tous les moyens d'embaucher des travailleurs à plein temps et ne pas fractionner la charge de travail en une série de postes à temps partiel.

● (12.40 p.m.)

Voilà leur argument et il est très persuasif. Ils ont offert de montrer au gouvernement comment il serait possible d'embaucher 500 employés à plein temps. Cela apporterait, premièrement, une plus grande efficacité à nos services postaux et un meilleur service à nos consociotens et, deuxièmement, des emplois. C'est évident, compte tenu des 500 autres employés nécessaires à l'heure actuelle. Le moins qu'on puisse dire est que, jusqu'à présent, le gouvernement s'est montré très réticent à l'égard de leurs propositions. En fait, il refuse de s'engager à abandonner son programme d'embauche d'employés à temps partiel.

C'est totalement inacceptable. On se demande pourquoi le gouvernement procède ainsi. En général, on ne va pas jusqu'à supposer qu'une bande de malveillants de l'autre côté de la Chambre cherchent délibérément à faire du tort à nos concitoyens. Personne ne le suppose. Alors quelle est la raison? C'est une tendance typique de ce gouvernement libéral que d'économiser de l'argent à